

## INTRODUCTION

# CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT : UN LIEN À ACTUALISER

Jean-Baptiste Meyer

« En espagnol, *añoranza* vient du verbe *añorar* (avoir de la nostalgie) qui vient du catalan *enyorar*, dérivé, lui, du mot latin *ignorare* (ignorer).  
Sous cet éclairage étymologique, la nostalgie apparaît  
comme la souffrance de l'ignorance. »

Milan KUNDERA, *L'ignorance*, Paris, Gallimard, 2005, pp. 10-11

La société fondée sur les savoirs constitue depuis le milieu des années 1990 le programme mobilisateur de la mondialisation, l'objectif d'un développement désormais global<sup>1</sup>. C'est la consécration d'un lien entre connaissance et développement longtemps universellement considéré comme naturel, positif et évident. Avec le recul d'une décennie, on dispose pourtant aujourd'hui d'une salutaire distance critique pour apprécier la consistance de ce lien. Les contributions au présent ouvrage se livrent à cet exercice de réflexion critique. Elles examinent différents aspects de la relation entre les deux termes de *connaissance* et de *développement*, entre les concepts qu'ils sous-tendent et les pratiques qui en découlent. L'approche qui se dégage de l'ensemble souscrit de fait à une vision constructiviste. En effet, elle révèle le caractère contextuel – historique, institutionnel, politique et idéologique – de l'émergence d'une référence croissante à la connaissance comme fondement de la société et de l'économie. Il apparaît alors que cette référence, construite et promue par certains acteurs, est notamment investie de leurs intérêts, de leurs intentions et de leurs projets. La mise en scène récente d'une société fondée sur les savoirs n'est donc pas exempte de tromper l'œil pour faire converger les regards du public, fournir un cadre et assigner des positions à l'expression de rôles spécifiques, en fonction de sens particuliers donnés à l'action par certains scénaristes.

Pendant, dans aucune des contributions de cet ouvrage le lien entre connaissance et développement n'est fondamentalement remis en cause. Son importance actuelle dans la société contemporaine est même abondamment soulignée. En d'autres termes, parallèlement à la relativisation du discours encensant l'économie

---

<sup>1</sup> *Savoir(s)* et *connaissance(s)* sont indifféremment utilisés dans ce texte, leur insertion dans les phrases ainsi que le nombre attribué indiquant les nuances éventuelles.

et la société basées sur la connaissance, la consistance de cette relation déterminante est testée, analysée et, en fin de compte, approfondie. Ce livre participe donc bien d'un exercice de mise en perspective, en marquant les enjeux, les formes, les interprétations et les conséquences du lien entre connaissance et développement. Il recourt à la critique mais ne s'y cantonne point, montrant que le lien est moins à dissoudre qu'à actualiser. Ce faisant, les notions mêmes de développement et de connaissance livrent de nouvelles acceptions dont les capacités heuristiques permettent de renouveler le débat. Cette dimension mérite d'être ici esquissée.

## DÉVELOPPEMENT

Le développement est battu en brèche depuis vingt ans, comme concept et comme pratique. Des analyses approfondies ont montré le caractère fondamentalement idéologique du premier, comme ressource discursive mobilisatrice et légitimatrice d'une domination par l'Occident du reste du monde depuis un demi-siècle<sup>2</sup>. Cette approche, d'inspiration derridienne (déconstruction du discours) et foucauldienne (généalogie de l'institution développementiste), a mis à nu des ressorts du développement interdisant tout retour à une vision humaniste naïve. Parallèlement, la pratique même du développement a fait l'objet d'investigations anthropologiques détaillées révélant les détournements, transformations, réappropriations et traductions opérés par les acteurs en situation sur des projets<sup>3</sup>. Cette seconde approche concourt à décaper le vernis d'une coopération technique utilitaire, neutre et instrumentale, à l'instar de la première, mais contredit certains de ses postulats en réintroduisant une capacité, toujours locale, de jouer des processus pour s'affranchir des structures dominantes<sup>4</sup>.

L'impact de ces approches (ainsi que de leurs variantes à l'étranger) est important et une histoire des idées pourra peut-être un jour montrer sur ce sujet leurs liens avec l'effondrement de l'aide publique au développement (APD) au cours des vingt dernières années, la montée de l'altermondialisme et la remise en cause de stratégies de croissance typiques d'une certaine modernité associant cette dernière à un développement naturellement unilinéaire<sup>5</sup>.

La critique du développement a de fait été jusqu'à enterrer la notion même, en lançant les bases de l'« après-développement ». Mais elle a visiblement échoué dans ce

2 S. Latouche, *L'occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1989 ; G. Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

3 J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du développement social*, Paris, Karthala, 1995. J.-B. Meyer, dans *Experts en mission. Les coulisses d'un transfert de technologie* (Paris, Karthala, 1997), décrit certains de ces glissements de sens et d'actions du côté des développeurs également.

4 Une transposition du débat entre Michel Foucault et Michel de Certeau dans le champ des études du développement, en quelque sorte. Les contributions de K. King et de J. Resnik dans ce volume enrichissent ces deux approches.

5 Même si, à l'évidence, les courants sont ici multiples et contradictoires ; voir B. Billaudot, « Après développement et autre développement ? Un examen des termes du débat », in Actes du colloque *Le concept de développement en débat*, Bordeaux, 16-17 septembre 2004, CD-Rom.

projet : le concept reste une référence productrice majeure, tout autant de constats empiriques que d'analyses académiques (pas uniquement économiques) et de politiques diverses, sans parler de ses aspects symboliques (médiatiques par exemple). Le débat relève maintenant de la guerre de position, les uns dénonçant l'artefact rhétorique là où les autres s'acharnent à voir un concept irremplaçable à défaut d'un substantif précis. On peut sortir de cette impasse en dépassant la critique sans la nier, c'est-à-dire en l'intégrant tout en reconnaissant les changements de l'objet sur laquelle elle portait. Point n'est besoin de revendiquer pour ce faire un nouveau développement. Il suffit de constater que le terme a maintenant éclaté, que le concept, enterré ou non, a généré de jeunes pousses, coupant court aux critiques antérieures.

Trois acceptions du développement, récentes sinon totalement nouvelles, permettent d'esquisser les traits d'une vision modifiée. Il s'agit de la recherche *développement*, du *développement durable* et du *co-développement*. On remarquera évidemment l'ajout d'un appendice à chacune d'entre elles (un complément, un adjectif, un préfixe). C'est la marque de l'éclatement. Le terme n'a plus l'homogénéité, artificielle, de jadis. Mais il recouvre dans ses éclats une pertinence pour l'analyse de situations *ad hoc*<sup>6</sup>.

La recherche *développement* (R&D) porte sur les activités liées aux savoirs considérées comme les moteurs de la croissance et la source du processus développemental. C'est-à-dire que lorsque la société se projette dans le futur, la R&D devient le lien concret par lequel peut se réaliser ce projet sociétal, et cela au Nord comme au Sud. On peut arguer que le *développement* de R&D recouvre habituellement une notion très restreinte qui est celle du développement expérimental dans les processus d'innovation<sup>7</sup>. Pourtant, de fait, le *développement* associé à la *recherche* est aujourd'hui bien plus que cela, dans la vision, à laquelle il est précisément juxtaposé, d'une société mondiale de la connaissance où les activités de R&D pénètrent tous les secteurs, et sont diffuses et structurantes, comme impulsions dynamiques ramifiées, réticulaires et rhizomiques. Cette projection du développement, outre qu'elle n'est plus bipolaire puisqu'elle est un objectif du Nord comme du Sud, déplace également quelque peu le *locus* du développement de l'économique au cognitif en situant ce dernier en amont du premier. Des visions systémiques prévalent sur celles, linéaires et mécanicistes, d'une croissance économique et unidimensionnelle, en soulignant les apprentissages collectifs, les cultures des métiers, les tissus professionnels, les hérédités techniques, qui redonnent un sens presque biologique au concept de développement<sup>8</sup>.

La deuxième notion, celle de *développement durable*, rouvre aussi le concept en modifiant les références auxquelles il était traditionnellement accroché. Le développement *durable*, à la différence du développement *économique*, ne préjuge pas

6 Voir les contributions de L. Temri et S. Haddad ainsi que de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez dans ce volume.

7 OCDE, *Manuel de Frascati*, Paris, 1993.

8 A. Leroy-Gourhan, *Le geste et la parole*, Paris, Albin Michel, 1965 ; B. Gille, *Histoire des techniques*, Paris, Gallimard, 1978 ; A.-G. Haudricourt, *La technologie, science humaine. Recherches d'histoire et d'ethnologie des techniques*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

d'une avance d'une des parties ou d'une asymétrie entre elles. Les pays du Nord sont, en effet, censés viser comme ceux du Sud cet objectif (la France possède ainsi un ministère du Développement durable) et ils peuvent même puiser chez ces derniers ou bien dans leur propre passé des modèles et des exemples : savoirs indigènes, savoirs locaux ou ancestraux (*lay knowledge*) valorisés, réhabilités ou réactualisés<sup>9</sup>. Là encore, on ne présume plus une modernité référente, située dans le temps et l'espace. Ce changement radical indique que le développement durable représente plus qu'un nouvel avatar du développement à l'ancienne. Les pays du Nord internalisent la notion et l'objectif de développement, au lieu de le considérer comme une nécessité de l'autre. Peut-être cette représentation-là du développement est-elle un mythe, tout autant que celle qui prévalait auparavant (et tout aussi efficace et performatif), mais les mythes font précisément sens. Le changement, tout symbolique qu'il puisse être, est bel et bien significatif : une vision écologique globalisante prévaut sur une logique économique bipolaire, comme horizon vital.

Cette dimension est explicite et même traduite en orientation stratégique dans le terme de *co-développement*. La notion est issue de l'analyse politique à la fin des années 1980. Le terme a ensuite été très précisément et complètement défini par le rapport Nair comme une association étroite des politiques migratoires et de coopération<sup>10</sup>. L'idée de base est celle du développement conjoint des trois parties du processus migratoire : le pays d'origine et celui d'accueil, ainsi que le migrant lui-même<sup>11</sup>. Les composantes commerciales, la planification des marchés du travail aux deux bouts de la chaîne, les législations concernant l'immigration se négocient avec les orientations de la coopération et de l'aide publique dans le souci d'un bénéfice partagé. L'idée s'envole d'un développement qui ne concernerait que le Sud, même si toute asymétrie n'est pas instantanément dissoute pour autant. La notion porte singulièrement l'accent d'une façon croissante sur les intensités en connaissance des deux pôles migratoires. L'exode des compétences est reconceptualisé dans une approche circulaire où les échanges de matière grise et leurs retours virtuels sont envisagés dans une perspective de fertilisation croisée plutôt que de flux unilatéraux<sup>12</sup>.

L'évocation de ces nouvelles acceptions – parmi d'autres – du concept de développement souligne le fait que ce dernier ne représente guère une référence moribonde. Il s'enrichit de dimensions dont l'entendement puise dans des approches disciplinaires fertiles en sciences sociales aujourd'hui : socio-économie des sciences et des techniques, sociologie politique et de la connaissance, ergonomie, psychologie sociale et cognitive, parmi d'autres. Elles viennent utilement compléter les robustes apports, par exemple, de l'économie de la croissance, de la sociologie du changement social et de l'anthropologie culturelle.

9 Voir la contribution de R. Prinsloo et M. Buchler dans ce volume.

10 S. Nair, *Rapport de bilan et d'orientation sur la politique de codéveloppement*, Paris, Premier ministre, 1997.

11 M. Raunet, *De l'exode à la mobilisation des compétences dans le cadre d'un véritable co-développement*, Avis et Rapports du Conseil économique et social, n° 15, 10 septembre 2001.

12 R. Barré et al., *Diasporas scientifiques/Scientific diasporas*, Paris, IRD Editions, 2003 ; voir aussi la contribution de B. Khadria dans ce volume.

Il n'est pas anodin de constater que ces acceptions nouvelles ou récentes portent sur des aspects souvent liés aux savoirs. Le lien avec ces derniers est bien l'occasion d'un renouvellement fécond de perspective, dans une pluralité conceptuelle dynamique. Cet ouvrage revendique cette dernière et plaide la cause suivante : le développement a éclaté. S'obstiner à l'analyser comme un concept unitaire – que ce soit pour le constituer en objet politique ou au contraire persister à en dénoncer le mythe – revient à examiner la lumière d'une étoile morte. Mieux vaut travailler sur ses éclats multiples, recueillir leurs diffractions nombreuses et pourtant signifiantes, percevoir et ébaucher ainsi à travers elles l'intelligibilité du monde en train de se faire. Que l'on ne s'y méprenne ! Il ne s'agit guère de quelques variations sémantiques sur un thème immuable. En abandonnant l'unicité du développement, on quitte la normativité et sa transcendance supposée, pour le choix de références plurielles, situées et construites. Assumer ce dernier pose de nouvelles questions : méthodologiques (élaboration d'indicateurs nouveaux), métrologiques (instauration de mesures pour réduire l'incommensurabilité préalable éventuelle des valeurs) et politiques (mise en place des institutions où se négocient ces enjeux, à de multiples niveaux)<sup>13</sup>.

## CONNAISSANCE

La notion de connaissance – comme celles de développement ou de progrès auxquelles elle est souvent associée – mérite également une révision sous plusieurs angles, à laquelle procèdent les chapitres de cet ouvrage. Le burin des analystes fait là aussi voler en éclats son homogénéité supposée, son universalité postulée, son autonomie et le caractère intrinsèque de ses potentialités d'application. Une mise en perspective historique des différentes conceptions de la connaissance et des politiques et pratiques éducatives qui y sont liées révèle comment elles se sont associées à certaines visions du développement de la personne et de la société. Ainsi, en Occident, à la scolastique inspirée de l'aristotélisme, insistant sur l'extériorité du monde à découvrir par l'homme, dans une approche conformiste et pérennialiste, ont succédé une philosophie et une pédagogie progressistes, inaugurées par Comenius et Rousseau, et qui soulignent à la fois le potentiel créatif de l'enfant, son développement dans le collectif et, à travers cet exercice, la réduction de l'hétéronomie et l'acquisition de la liberté agissant en retour positivement sur le développement de la société<sup>14</sup>. La psychologie piagétienne, la psychanalyse et le cognitivisme ont dérivé de cette position vers une vision fondamentalement évolutionniste où les stades de développement de la personne sont universellement définis (génétiquement

13 Voir les contributions de H. Rey-Valette, de R. Prinsloo et M. Buchler, de L. Temri et S. Haddad ainsi que de V. Hernandez dans ce volume. Sur les croisements entre citoyenneté et savoirs experts, voir A. Gorsdorf, « "Epistemic Citizens" and the Reconfiguration of the Expert-Lay Divide in Citizen Participation », paper presented at the 4S&EASST Conference Public Proofs, Science, Technology and Democracy, Paris, August 25-28, 2004.

14 Voir les contributions de J.-P. Bronckart et de A. Mounier dans ce volume. Une telle approche avoisine conceptuellement sinon historiquement celle d'Amartya Sen, Marta Nussbaum ou John Rawls.

construits) et réfléchissent ou correspondent à, éventuellement, des niveaux de développement sociétaux<sup>15</sup>.

La connaissance, dans ces approches, est perçue indépendamment des institutions, notamment universitaires et scolaires, qui l'accompagnent et la produisent. Pourtant, une typologie des universités, alignée sur une périodisation historique synchrone avec les philosophies dominantes de l'éducation, fait, par exemple, apparaître clairement des modèles successifs (Université de Halle au XVII<sup>e</sup> siècle, instrumentale dans la construction de l'Etat-nation; celle de Berlin, sanctionnant l'avènement de la raison pure au XVIII<sup>e</sup>; celle du *welfare state* de l'après-guerre; et enfin, aujourd'hui, du modèle marchand – dit «de Phénix» – avec vente de services éducatifs à la carte)<sup>16</sup>. D'une façon générale, démontrent les auteurs de ces chapitres, la teneur des connaissances est indissociable des contextes sociaux, économiques et politiques dans lesquels elles émergent, se diffusent et se reproduisent. La variabilité de formes, de contenus, d'orientations et d'usages est immense et met notamment en question la réduction – récente – à un strict objectif de croissance économique.

Le lien causal entre éducation et croissance, aujourd'hui souvent considéré comme évident, n'a jamais été démontré de façon définitive. Les pères fondateurs de la science économique considèrent un lien positif mais ne justifiant pas forcément une intervention de la collectivité<sup>17</sup>. En fait, l'imposition à l'évidence d'une relation de cause à effet entre éducation et croissance procède de l'acceptation et du verrouillage précoces des approches en termes de capital humain. Cette théorie émergeant au début des années 1960 a fourni une vision traduisible en politique (par la notion d'investissement) et un mode opératoire (par le calcul économétrique) satisfaisant beaucoup d'acteurs académiques et bureaucratiques. La clôture de la controverse scientifique s'est ainsi effectuée non pas sur une base intellectuelle mais par l'entérinement institutionnel de ses présupposés, méthodes et objectifs par des organisations internationales y puisant une reconnaissance stratégique opportune ainsi que des administrations et services statistiques nationaux trouvant là une légitimation rigoureuse de leurs propres travaux<sup>18</sup>. Aujourd'hui, ce lien est réactualisé dans la vision plus large, incluant les activités de R&D et innovation tout autant que de formation et éducation, de véritables «sociétés du savoir»<sup>19</sup>.

La coopération internationale a, de fait, cimenté l'association entre connaissance et développement, dès le début. Le discours fondateur de la politique d'aide au développement, prononcé par le président Truman – qui donne naissance en 1949 au programme appelé à devenir le PNUD six ans plus tard – relève déjà le différentiel de savoirs comme essentiel et constitutif de la coopération significativement dénom-

15 Freud compare ainsi le psychisme des «primitifs» avec celui des enfants; S. Freud, *Totem et tabou*, Paris, Poche, 1938.

16 Voir la contribution de A. Mounier dans ce volume.

17 Voir les contributions de J. Resnik et de L. Temri et S. Haddad dans ce volume.

18 Voir la contribution de J. Resnik dans ce volume. Voir aussi, sur l'endogénéisation de la connaissance comme variable productive, par la science économique, F. Machlup, «Introduction», *Knowledge: Its Creation, Distribution and Economic Significance*, vol. 1, *Knowledge and Knowledge Production*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1980, pp. 3-23.

19 J. Bindé (éd.), *Vers les sociétés du savoir*, rapport mondial de l'UNESCO, Paris, UNESCO, 2005.

mée « technique »<sup>20</sup>. L'apport du Nord est ainsi justifié par sa capacité à résoudre des problèmes auxquels le Sud est confronté. Cet échange – unilatéral – de connaissances s'impose ainsi comme un marqueur de l'asymétrie entre les deux hémisphères, le procédé de « stigmatisation »<sup>21</sup> par excellence entre les détenteurs et leurs débiteurs, à qui ces savoirs font supposément défaut. La vision évolutionniste imprègne profondément ce discours et évacue tous contenus politiques en caractérisant comme isolément techniques les questions à traiter.

Le modèle linéaire du développement – progression universelle par stades de développement grâce au transfert technologique et financier – prévaut sous une forme comparable au cœur même de l'activité productrice de savoirs. Quelques années auparavant, en effet, l'administration américaine avait défini la politique d'innovation scientifique et technique dans le rapport *Science, the Endless Frontier*, emblématique d'une vision spatiale et historique ethnocentrique à prétention universelle. Cette version complètement externaliste de la science fait apparaître cette dernière comme une activité naturellement séparée et dont il s'agit de tirer profit à travers les transferts vers ses applications et vers le développement technologique<sup>22</sup>. Face à des situations de contrainte sur les ressources disponibles pour investir dans la R&D, la recherche appliquée a ainsi été perçue comme le segment prioritaire dans la politique scientifique et technique de nombreux pays en développement. Cependant, dans le contexte asiatique de systèmes nationaux d'innovation souvent lacunaires, manquant d'acteurs et d'institutions appropriés, ou en l'absence de traditions de recherche propres, aptes à intégrer et traduire les apports exogènes, comme dans les cas latino-américains, la science appliquée a échoué à produire les développements que l'on attendait d'elle<sup>23</sup>. Au contraire, la distorsion de la production du savoir a même joué de façon perverse, le tropisme vers l'appliqué stérilisant à l'occasion un tissu scientifique endogène en voie de constitution.

Le modèle linéaire – du développement comme de l'innovation – est bien historiquement daté et géographiquement situé, après la Seconde Guerre mondiale, en Occident avec une forte inspiration nord-américaine. Mais c'est au milieu de la décennie 1990 que le *knowledge discourse* prend de l'ampleur et devient l'étendard de la coopération internationale, dans le prolongement, mais au-delà, de la traditionnelle coopération technique. D'implicite qu'il était auparavant, le rôle crucial du savoir devient explicite<sup>24</sup>. S'agit-il d'un nouveau modèle gestionnaire ou bien de l'expression d'une autonomie et d'une suprématie qu'aurait acquises la connaissance dans un capitalisme mondialisé désormais fondé sur des bases cognitives ?<sup>25</sup>

La prégnance du discours managérial est certaine. Tant dans les organisations intergouvernementales que dans les firmes nationales ou transnationales, l'idée

20 Voir la contribution de K. King dans ce volume ; G. Rist, *op. cit.* (note 2).

21 F. Nahavandi, *Repenser le développement et la coopération internationale : état des savoirs universitaires*, Paris, Karthala, 2003.

22 Voir la contribution de P. Kreimer et H. Thomas dans ce volume. Cet externalisme recouvre une parenté évidente avec les modèles scolastique et behavioriste de pédagogie exposés par J.-P. Bronckart dans ce volume.

23 Voir les contributions de P. Kreimer et H. Thomas ainsi que de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez dans ce volume.

24 Voir la contribution de K. King dans ce volume.

25 Voir les contributions de J. Resnik et de V. Hernandez dans ce volume.

d'entités intensives en connaissance et « apprenantes » est associée à des formes organisationnelles et techniques particulières. Le fonctionnement en réseau devient la référence obligée et l'équipement informatique l'armature, le symbole et le garant de l'accumulation et de la circulation des savoirs<sup>26</sup>. Mais l'image de systèmes de connaissances distribuées, privilégiant les relations humaines horizontales, l'autonomie, la dispersion créative et spontanée, semble bien souvent idéalisée. La captation des savoirs tacites par leur collectivisation via le réseau informatique, la parcellisation des tâches induite par les rationalisations du *knowledge management*, l'érosion progressive des compétences individuelles par le partage systématique des données et méthodes s'apparente à un modèle taylorien. Il réalise de fait une concentration accrue des pouvoirs décisionnaires et représente la phase ultime de l'extraction de la plus-value des employés dans un capitalisme où le cognitif, pour important qu'il soit, n'en demeure pas moins subordonné au principe de profit et à des logiques financières qui le sous-tendent<sup>27</sup>.

L'excorporation des savoirs de leurs supports humains n'est pas toujours possible pour opérer leur mobilisation et leur marchandisation. Ainsi, les discussions autour de l'Accord général sur le commerce des services au sein de l'Organisation mondiale du commerce incluent deux modes de transfert où les connaissances incorporées (*embodied knowledge*) sont prises en compte (déplacements internationaux étudiants relevant du mode 3, mobilité professionnelle qualifiée temporaire relevant du mode 4)<sup>28</sup>. Il s'agit d'un phénomène quelque peu nouveau car l'éducation n'est pas un service comme les autres. Elle n'était guère considérée, auparavant, comme un facteur direct de production mais comme une dotation en capacités pour des producteurs potentiels. Aujourd'hui, le « mode 4 » d'acquisition de compétences incorporées à la discrétion des employeurs pose des problèmes éthiques et juridiques inédits : la question du droit d'appropriation d'une composante indissociable de la personne ne s'était jamais posée avec une telle acuité depuis l'abolition de l'esclavage... à l'époque des Lumières. La mise à disposition d'une main-d'œuvre hautement qualifiée sur un marché du travail mondial flexibilisé prête à controverse. Elle constitue une opportunité de gains nouveaux et mieux partagés entre Nord et Sud du fait d'une optimisation répartie<sup>29</sup> mais elle ouvre aussi la possibilité d'une exploitation accrue en fonction des stricts besoins du capital à une fraction auparavant mieux préservée par son caractère singulier et contextuel : la connaissance. On voit ici se redéfinir les termes d'un enjeu géopolitique séculaire autour du développement, celui de la division internationale du travail<sup>30</sup>.

26 Voir les contributions de K. King et de R. Hall dans ce volume.

27 Voir les contributions de R. Hall et de V. Hernandez dans ce volume. Sur la question théorique de la concentration des ressources dans une société de la connaissance, voir également M. Carton et J.-B. Meyer, « Savoirs, travail et inégalités : la nouvelle Afrique du Sud au banc d'essai », *Transformations du travail et croissance économique*, B. Lamotte et A. Mounier (coord.), Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 273-302.

28 Voir la contribution de B. Khadria dans ce volume.

29 D. Rodrik, F. Rodriguez, « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence », *Macroeconomics Annual 2000*, B. Bernanke and K.S. Rogoff (eds.), Cambridge, MA, MIT Press for NBER, 2001.

30 J.-B. Meyer, « Lignes de recherche. Vers une division cognitive internationale du travail ? », miméo, Montpellier, IRD.

## LE LIEN ENTRE CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT

Le monde change, la relation Nord-Sud se transforme et le développement n'est plus ce qu'il était... Il suffit pour s'en convaincre de regarder deux événements tragiques de l'année 2005 qui vient de se dérouler, caractéristiques de l'insécurité globale contemporaine, affectant la biosphère et l'humanité<sup>31</sup>. Aux deux catastrophes naturelles et humaines du tsunami asiatique et de l'ouragan *Katrina* en Amérique du Nord ont été proposées deux réactions inattendues et radicalement opposées. L'Inde, de façon inédite, a rejeté l'aide étrangère et les Etats-Unis ont au contraire demandé le soutien de la vieille Europe. La première s'est sentie assez forte – technologiquement, médicalement, logistiquement, administrativement – pour refuser le geste plus que jamais stigmatisant de la faiblesse, de la dépendance, en bref de l'asymétrie, que faisait l'Occident une fois de plus à son égard. L'Amérique du Nord, à l'inverse, a dévoilé une vulnérabilité surprenante, prise de court qu'elle a été par le phénomène, l'absence d'anticipation dont il a été l'objet et ses conséquences multiples, mettant en défaut toutes ses capacités scientifiques, prévisionnelles, infrastructurales et organisationnelles. Sans pousser les symboles à outrance, il n'y a guère d'image plus claire du « retournement du monde » que l'on nous annonçait depuis la décennie passée<sup>32</sup>. Les capacités scientifiques et techniques, les possibilités de comprendre, gérer ou maîtriser la socionature ne peuvent plus apparaître comme les seuls attributs du Nord. Les éléments se sont disséminés et les équilibres géopolitiques de l'après-guerre ont disparu, dissolvant les alliances du Sud et le sens de la confrontation avec le Nord autour de l'enjeu du développement<sup>33</sup>.

La trace de cette dissémination et de cet éclatement est visible dans le regain de faveur dont jouissent les politiques de développement local. Les processus d'innovation et de développement – les deux termes sont maintenant fréquemment associés, mariant opportunément des concepts émanant de traditions épistémiques différentes – sont perçus comme les fruits de milieux innovateurs, de régions aux dimensions limitées, dotées d'une épaisseur institutionnelle<sup>34</sup>. Cette dernière permet de tresser le tissu technico-économique et de cultiver le capital social en coordonnant les liens d'entreprises multipartites où l'apprentissage collectif – des objets complexes à créer tout comme des procédures à négocier pour ce faire – est crucial<sup>35</sup>. L'action publique ne disparaît point dans de tels schémas de la gouvernance, mais elle tend à privilégier un niveau d'intervention mésoscopique où l'initiative comme la prise de décision combinent de multiples acteurs dans des réseaux hétérogènes, forums hybrides ou consortiums composites, selon les termes consacrés.

C'est précisément de cette nouvelle alliance entre entités différentes, par le statut (individuel/particulier, associatif, privé, parapublic, public), par la fonction

31 U. Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2000.

32 B. Badie et M.-C. Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

33 Aux dires mêmes de certains parmi les théoriciens de l'école de la dépendance. Voir F.H. Cardoso, « Un nuevo equilibrio mundial », *Archivos del Presente. Revista Latinoamericana de Temas Internacionales*, año 10, n° 37, 2005, pp. 69-78.

34 Voir la contribution de L. Temri et S. Haddad dans ce volume.

35 Voir la contribution de H. Rey-Valette dans ce volume.

(recherche académique, représentation des usagers, entreprise commerciale) et par l'objectif (résolution de problèmes, profit économique, création d'emplois), que germe l'activité. Au modèle linéaire de développement et d'innovation, postulant une séparation ontologique des acteurs, se substituent des approches tourbillonnaires et interactives où les connaissances sont diffuses et le devenir des projets lié à la capacité d'en associer les différentes figures<sup>36</sup>. La frontière entre le scientifique et le profane, l'expert et l'usager, le technocrate et le citoyen se déplace en permanence<sup>37</sup>. La prise de décision s'effectue dans des zones frontalières où se retrouvent au moins plusieurs d'entre eux.

Des auteurs très disparates de la science économique, relevant de courants ou traditions institutionnalistes, marxistes, néoclassiques et autres, convergent sur le « local » et sa faculté de produire des combinaisons productives. Ils y voient le creuset de la création de valeurs nouvelles grâce aux gains liés à la proximité – l'accumulation d'externalités, l'abaissement des coûts de transaction, le partage de connaissances tacites, l'instauration de la confiance –, toutes propriétés considérées aujourd'hui de façon croissante comme indispensables à la production et à l'échange de biens et services nouveaux, dans une situation où prévaut globalement l'incertitude. Certains économistes et sociologues, par des voies différentes, parviennent même à isoler le facteur social – réseau ou capital –, démontrant que ce sont les relations et non la proximité géographique qui construisent ce « local », ce treillis hautement productif<sup>38</sup>. Cette topographie relationnelle entre acteurs aux rôles différents et complémentaires est même parfois internalisée par un individu. En effet, dans des configurations de savoirs émergents, extrêmement singuliers, difficilement transmissibles, c'est le chercheur lui-même qui doit se transformer en entrepreneur pour parvenir à traduire ses connaissances en objet de développement<sup>39</sup>. Le lien entre science et société se retrouve alors condensé en l'unité cognitive de base : la personne... proximité poussée au paroxysme.

Ce nouveau localisme peut être perçu comme le résultat d'une culture du marché aux multiples liens qui se serait imposée durant les dernières décennies<sup>40</sup>. Paradoxalement, il débouche pourtant sur la remise en cause d'une économicisation excessive des rapports sociaux en remettant le contexte en amont de la transaction. Et la complexité des situations qu'il décrit fait apparaître comme trivial et simpliste le retour à des explications en termes d'action publique centralisatrice par un Etat homogène et omniscient<sup>41</sup>. Il disqualifie en ce sens les approches qui ont cru déceler

36 *Idem*.

37 R. Barré *et al.*, *op. cit.* (voir note 12).

38 Voir, dans la contribution de L. Temri et S. Haddad dans ce volume, le passage sur M. Grossetti et M.-P. Bès, « Proximité spatiale et relations science-industrie : savoirs tacites et encastrément (Polanyi ou Polanyi) ? », *Revue de l'économie régionale et rurale*, n° 5, 2002. S. Breschi et F. Lissoni, *Mobility and Social Networks: Localised Knowledge Spillovers Revisited*, Working Paper, n° 142, Milan, Centre for Research on Innovation and Internationalization (CESPRI), 2003.

39 M. Darby and L. Zucker, *Grilichesian Breakthroughs: Inventions of Methods of Inventing and Firm Entry in Nanotechnology*, NBER Working Paper Series n° 9825, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research (NBER), 2003.

40 Voir la contribution de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez dans ce volume.

41 Voir la contribution de H. Rey-Valette dans ce volume.

dans l'épuisement du modèle néolibéral au début de cette décennie l'avènement d'un *new statist model*<sup>42</sup>. Il ne faut guère attendre un *revival* de l'Etat développementiste des années de la décolonisation. La mondialisation en a sonné le glas en ouvrant la boîte de Pandore : le Léviathan hobbesien s'est décomposé et aucun gouvernement du Sud ne prétend plus sceller un contrat social sur la perspective d'un développement strictement endogène et national. Mais l'ouverture réveille des forces créatives assoupies ou en chaîne de nouvelles.

Un nouveau rôle semble, en effet, en passe d'être assigné aux systèmes nationaux d'innovation – très en vogue durant la décennie 1990 dans le monde entier – avec les patrons contemporains récents de politique et de gestion des savoirs. Dans le « nouveau mode de production des connaissances » ou dans les « régimes transversaux de recherche », le caractère *distribué* – non circonscrit institutionnellement, socialement et spatialement – de la connaissance est mis en exergue<sup>43</sup>. La tour d'ivoire de la science s'effondre plus que jamais pour laisser place à un carrefour avec des échangeurs aux multiples niveaux, où toutes sortes de savoirs peuvent se croiser et se transmettre. Hors du milieu académique, disciplinaire ou scientifique et technique traditionnel émergent localement des compétences et des connaissances diverses et utiles, dans le milieu des entreprises ou des associations. Le propre d'une société de la connaissance réside justement dans ce caractère diffus même si les institutions demeurent des points de concrétion indispensables. La vocation des systèmes devient alors moins de réguler de grands programmes-cadres étatiques que de cultiver ces *loci* disséminés d'innovation et de les coordonner. Cette nouvelle fonction de la politique des savoirs ouvre des perspectives aux pays du Sud.

De fait, nombre de ces pays ne disposent guère du tissu institutionnel dense qui caractérise les systèmes d'innovation du Nord. En revanche, ils possèdent de multiples gisements de connaissances tacites, de savoirs locaux, ethniques et professionnels particuliers qui ont été négligés, voire délibérément enfouis par la modernisation à l'enseigne coloniale. Ces compétences informelles auparavant non valorisées sont susceptibles d'être intégrées dans les systèmes aux tendances pluralistes d'aujourd'hui. C'est ce que se proposent d'ores et déjà de réaliser plusieurs pays d'Afrique australe et ce que recommandent avec force arguments certains auteurs pour l'Amérique latine et l'Asie<sup>44</sup>. Ils ne le font plus par simple révérence obligée devant les origines multiculturelles des nations de ces pays mais par stratégie rationnelle de développement. Le plus haut responsable de la recherche sud-africaine

42 J. Rapley, *Understanding Development: Theory and Practice in the Third World*, Boulder, Colo., Lynne Rienner Publishers, 2002.

43 Voir les contributions de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez ainsi que de P. Kreimer et H. Thomas dans ce volume, pour l'analyse de ces approches de M. Gibbons *et al.* (*The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Sage, London, 1994) et de T. Shinn (« Formes de division de travail scientifique et convergences cognitives. La recherche technico-instrumentale contre la "nouvelle orthodoxie" en sociologie des sciences », *Revue française de sociologie*, vol. XLI, n° 3, 2000).

44 Voir, dans ce volume, la contribution de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez sur le Mozambique; J.-B. Meyer, « Voie luminariste et chemins de traverse », miméo, Montpellier, IRD, 2000, sur l'Afrique du Sud; H. Vessuri, « La Hibridización del Conocimiento. La Tecnociencia y los Conocimientos Locales a la Búsqueda del Desarrollo Sustentable », *Convergencia*, año 11, n° 35, pp. 171-191.

explique ainsi, par exemple, que les savoirs indigènes, « naturellement » préservés du regard des autres – *i.e.* les outils de veille technologique des grands centres (nordiques) d'innovation –, offrent des niches de création protégées contre une compétition inégale mieux encore que par un quelconque brevet.

Deux raisons justifient que cette option des savoirs locaux apparaisse aujourd'hui réaliste et non plus comme une utopie indigéniste illusoire. La première réside dans le fait que la société de la connaissance postulée se nourrit de la multiplicité des savoirs. La prolifération de connaissances dites « tacites » est systématiquement encouragée, en milieux industriels et autres<sup>45</sup>. La discrimination – positive ou négative – parmi celles-ci tend par conséquent à s'évanouir. Le principe de l'amalgame, de l'hybridation ou du métissage est donc inscrit au cœur même de ce projet de société. Par ailleurs – seconde raison – l'incompatibilité de nature entre la technoscience et les savoirs vernaculaires, souvent invoquée, est une construction historique. Le « grand partage » entre les deux est le résultat d'une purification artificielle de la première réalisée par l'Occident au cours des épreuves de la modernité<sup>46</sup>. La science a élaboré un savoir supérieur, à prétention universelle, en reniant les sources hétérogènes de sa constitution (tâtonnements, bricolages, héritages), qui fut ensuite imposé aux autres, notamment par l'expansion coloniale<sup>47</sup>. En rouvrant la boîte noire de l'activité scientifique aujourd'hui, en reconnaissant la fertilité de son mixage avec d'autres, on absout la négation – pour un temps efficace, quoique injuste, mais aujourd'hui sans nul doute inhibitrice – de son hétérogénéité.

De la même façon que la science, l'éducation voit ses fondements ébranlés par l'irruption de savoirs extra-académiques dans le champ des compétences certifiées. La valorisation des acquis de l'expérience ou *recognition of prior learning* (RPL) souhaite recueillir toutes les formes de savoir n'ayant pas fait l'objet d'un diplôme, dont seraient porteurs les individus, en vue de les reconnaître, de les rémunérer, d'en susciter la prise en compte et l'expansion<sup>48</sup>. L'idée consiste à enregistrer tout ce qui est constitutif de savoirs, les apprentissages significatifs effectués tout au long de la vie, au-delà même du seul exercice professionnel, afin d'en créditer la personne et d'en enrichir la société. En Afrique du Sud, ce schéma est appliqué systématiquement, avec un souci de redistribution des chances. La RPL entend rompre avec la logique de reproduction particulièrement inégalitaire d'une institution scolaire et universitaire qui, sous le régime d'apartheid, répartissait les diplômes en fonction des groupes raciaux. Elle répond ainsi à un objectif de développement social en valorisant des compétences nombreuses et diverses. Cependant, pour ne

45 Voir, dans la contribution de T. Turpin et C. Martinez-Fernandez dans ce volume, le passage sur OECD, *Cities and Regions in the New Learning Economy*, Paris, OECD, 2001 ; N. Stehr, *Knowledge Societies*, London, Sage, 1994 ; D. Foray, *L'économie de la connaissance*, Paris, La Découverte, 2000.

46 B. Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991.

47 H. Vessuri, *op. cit.* (note 44) ; C. Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962 ; M. Serres, *Éléments d'histoire des sciences*, Paris, Bordas, 1989 ; R. Horton *et al.*, *La pensée métrisse. Croyances africaines et rationalité occidentale en questions*, Cahiers de l'IUED, Paris, PUF ; Genève, IUED, 1990.

48 Voir la contribution de R. Prinsloo et M. Buchler dans ce volume.

pas procéder de façon arbitraire à l'attribution de qualifications, la RPL requiert une validation sociale authentique. C'est la question de l'évaluation qui est ainsi posée. En Afrique du Sud, un cadre a été mis en place : le *National Qualifications Framework*, instrumenté par la *National Skills Development Strategy*. Des entités locales multipartites, les SETI (composées de représentants des syndicats, des entreprises, des institutions de formation/éducation, de groupements politiques, etc.), assument ce travail d'homologation, au besoin en renégociant le contenu des qualifications. Il apparaît que souvent dans d'autres cas, les procédures d'évaluation évacuent complètement ces contenus ainsi que les enjeux politiques qu'ils revêtent nécessairement, et se réduisent à des feuilles de correspondance où réapparaissent de façon sous-jacente les critères académiques classiques<sup>49</sup>.

Comment traduire les uns dans les autres des savoirs relevant de contextes fort différents et singuliers, si leur pertinence sémiotique, sociale, économique ou technique procède justement de ces derniers ? Les en extraire revient alors souvent à en affaiblir, voire en annuler la portée...<sup>50</sup> Le défi reste entier et le développement local n'apporte aucune recette miracle ; il ne résout point la question de l'interculturalité de façon magique. L'émergence de systèmes nationaux d'innovation et de qualification sur une logique pluraliste ne rend pas les savoirs automatiquement miscibles ni même compatibles pour autant. Mais elle facilite la construction des ponts du dialogue sans noyer des spécificités irréductibles. En Afrique du Sud, par exemple, l'échange systématique entre praticiens hospitaliers et *sangomas*<sup>51</sup>, institutionnalisé conjointement par l'ordre des médecins et le conseil des guérisseurs, a débouché sur un double constat : celui de leur insurmontable différence de méthodes et néanmoins de leur efficacité respective. Le rêve de combinaisons thérapeutiques intégrées s'évanouit mais l'espoir d'une coopération intensive avec des apports complémentaires sort renforcé par la reconnaissance mutuelle des compétences des acteurs. Ainsi, aujourd'hui, dès lors que s'élaborent des accords locaux, la coexistence d'univers de pensée avec des horizons de pertinence très distincts devient une réalité opératoire. Celle-ci constitue notablement, dans une perspective globale, une chance de préservation active de la diversité, culturelle bien sûr mais également biologique<sup>52</sup>.

Ne doit-on pas évoquer, finalement, une question abordée seulement de façon incidente dans ce livre mais au cœur du débat sur le développement ? La croissance...

Les nouvelles théories de la croissance – dite endogène – constituent des fondements essentiels de la conception d'une économie mondiale basée sur les savoirs, à partir des années 1990. Dans le prolongement des approches inspirées du modèle du capital humain, elles consolident la boîte noire idéologique et institutionnelle structurant la coopération internationale et le discours de ses agences tant au Sud qu'au Nord<sup>53</sup>.

49 *Idem*.

50 R. Ellen and H. Harris, *Concepts of Indigenous Environmental Knowledge in Scientific and Development Literature: A Critical Assessment*, Canterbury, East-West Environmental Linkages Network Workshop, 1996.

51 Médecins traditionnels.

52 B. Roussel, *La Convention sur la diversité biologique : les savoirs locaux au cœur des débats internationaux*, Les Synthèses de l'IDDRI, n° 2, octobre 2003.

53 Voir les contributions de J. Resnik et de K. King dans ce volume.

L'application de ces théories aux pays en développement a fait l'objet de commentaires positifs ou critiques<sup>54</sup>. Avec le recul, les thèses de la croissance endogène semblent engendrer des doutes similaires à ceux suscités par les thèses du capitalisme cognitif, d'inspiration hétérodoxe, quant à l'autonomie qu'aurait acquise le savoir<sup>55</sup>. Les deux approches mettent l'accent sur le redéploiement d'une économie largement affranchie de ses pesanteurs matérielles, soit par les rendements croissants, soit par l'accumulation informationnelle et financière. Elles procurent l'illusion qu'une croissance continue et virtuelle est possible, au-delà des contraintes traditionnellement liées aux ressources physiques<sup>56</sup>.

Il devient en fait de plus en plus évident que ces contraintes sont bien présentes et pèsent de façon croissante sur l'avenir du monde. Le scénario d'une consommation énergétique dramatiquement accrue de la part des pays émergents et en développement à moyen terme se confirme, de même que son caractère «écologiquement insoutenable»<sup>57</sup>. Il apparaît totalement déraisonnable de penser que les mêmes sentiers de croissance parcourus par le Nord doivent être empruntés par le Sud, compte tenu de l'effet de taille (démographique), des limites aux ressources connues et susceptibles d'être mobilisées, du temps disponible, des options techniques existantes ou potentielles ainsi que de l'espace «désormais» fini de la biosphère.

Au-delà des aspects quantitatifs, c'est la logique même de la croissance qui est en cause. Dans une vision plus qualitative du développement, la croissance est souvent perçue comme un ensemble de transformations socio-économiques concourant à une diversification et à une complexification des branches, secteurs, activités, modalités commerciales, configurations techniques, etc.<sup>58</sup> Le développement et l'innovation créent de la variété et enrichissent la gamme des choix et des combinaisons productives possibles<sup>59</sup>. Cette vision dynamique n'est pas exempte d'une inspiration darwi-

54 P. Hugon, «La scolarisation et l'éducation catalyseurs du développement. Analyses théoriques et tests empiriques», colloque «Formation, emploi et développement», Marrakech, Université Cadi Ayyad, 23-23 avril 2005; A. Mounier, «Capital humain et croissance. Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée?», *Ordre et désordres dans l'économie-monde*. P. Dockès (dir), Paris, PUF, 2002.

55 Voir la contribution de V. Hernandez dans ce volume.

56 J.-M. Harribey, «Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance», in Actes du colloque *Le concept de développement en débat*, Bordeaux, 16-17 septembre 2004, CD-Rom.

57 International Energy Agency, *World Energy Outlook*, Paris, 2005.

58 Pour cette vision dans la tradition pérousienne, voir entre autres P. Hugon, «Peut-on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'analyse économique du développement?», in Actes du colloque *Le concept de développement en débat*, Bordeaux, 16-17 septembre 2004, CD-Rom, et A. Mounier, *op. cit.* (note 54).

59 De tels développements ont même été identifiés hors d'Occident et avant les grandes impulsions dans l'Europe de l'époque moderne mais sans l'idée de *progrès*, par exemple en Chine, durant l'ère médiévale européenne, avec notamment l'apparition d'une division «smithienne» du travail et du commerce; voir P. Norel, «Le développement économique est-il né en Asie?», in Actes du colloque *Le concept de développement en débat*, Bordeaux, 16-17 septembre 2004, CD-Rom. Sur la science et l'innovation comme sources de variété et de flexibilité, voir M. Callon, «La privatisation de la science est-elle inéluçable?», *Les sciences au Sud: état des lieux*, R. Waast, Paris, ORSTOM Editions, 1996, pp. 153-175.

nienne où l'évolution, non téléologique, se caractérise par une prolifération des espèces, à travers des adaptations différenciées de plus en plus sophistiquées. Le problème du développement durable réside justement dans le fait que ces deux logiques – de la croissance et de l'évolution – entreraient aujourd'hui en conflit. En effet, la réduction de la biodiversité et l'expansion de l'activité des hommes sont concomitantes et proportionnelles<sup>60</sup>. La prolifération de certains hybrides – les OGM en sont l'exemple emblématique – peut stériliser le vivier planétaire. Ce phénomène survient par le biais de la marchandisation, créant des irréversibilités achevant les phases créatives, pour stabiliser et verrouiller l'innovation<sup>61</sup>.

Placé devant l'enjeu d'un développement/croissance aux conséquences manifestement délétères, doit-on refuser l'un et l'autre? Certains résolvent le dilemme en dissociant les deux termes<sup>62</sup>. Il peut y avoir croissance sans développement ainsi que développement sans croissance. Mais les deux ne sont pas non plus antinomiques et peuvent s'alimenter l'un l'autre; cela dépend des circonstances et des situations, notamment des impératifs de redistribution pour un mode de vie décent. Le développement est ainsi susceptible de prendre des formes multiples et le rejeter en bloc apparaît simplement impossible. Ce serait nier l'aspiration des hommes à un mieux-être et la nécessité qu'il revêt pour une multitude.

C'est dans le prolongement de cette approche qu'une vision développementiste élargie peut retrouver un sens. Un sens sans l'affirmation duquel tend à s'imposer un productivisme mortifère justifié par une croissance sur la base d'une compétitivité forcenée. Mais un sens qui nous dispense aussi de l'illusion, sous prétexte du rejet d'un progrès historique éminemment relatif, d'un immobilisme utopique digne des « sociétés sans histoire »<sup>63</sup> naguère fantasmées par une anthropologie inspiratrice de l'évolutionnisme unilinéaire le plus archaïque. Le sens de cette vision partiellement nouvelle fait l'objet de la conclusion qui suit. Elle unit fondamentalement, dans une perspective temporelle, les notions de connaissance et de développement.

Reprenant l'épigraphe de ce texte, selon Milan Kundera, l'ignorance est étymologiquement associée à la nostalgie, à la projection dans le passé et à un manque. Par rapport au temps, la connaissance signifie exactement le contraire : le gain d'un supplément d'âme, la projection dans le futur, le lien entre un possible et la réalité. L'accès aux savoirs, l'acquisition de connaissances sont une promesse de réalisation, une capacité de maîtrise accrue dans les options de l'avenir à construire, quel qu'il soit. Le développement n'est pas autre chose. A l'échelle de l'individu comme de la société, dans une perspective ontogénétique et phylogénétique, la connaissance

60 R. Barbault et C. Aubertin, « Développement de l'humanité et recul des espèces seront allés de pair », La biodiversité menacée, *Panorama du développement durable, Passages*, numéro spécial sur le Forum du développement durable, n° 140/141, 2004, pp. 147-170.

61 *Ibid.*; M. Callon, *op. cit.* (note 59); J.-B. Meyer, *op. cit.* (note 3); B. Schlemmer *et al.*, « Le défi de la mondialisation : marchandisation ou partage des savoirs? », *Développement durable ?*, J.-Y. Martin (éd.), Paris, IRD Editions, 2002. Sur la marchandisation et le développement : C. Comelieu, *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Paris, Le Seuil, 2000.

62 J.-M. Harribey, *op. cit.* (note 56).

63 De Lucien Lévy-Bruhl.

et le développement amènent la personne et/ou le collectif à se projeter constructivement – *i.e.* activement – dans le futur. Dans un objectif de formation, un investissement éducatif ou un projet de recherche comme dans une stratégie commerciale, un équipement hospitalier ou un programme de valorisation du patrimoine, le souci est toujours celui d'accéder à un état ou à des conditions supérieurs ou préférables à celui et celles du moment. Le regard est constamment porté devant comme dans l'effet tunnel justement identifié par Albert Hirschmann à propos du développement<sup>64</sup>. Et la lumière au bout fait converger les mouvements tout autant que l'obscurité latérale efface les insatisfactions du présent. Au-delà des œillères idéologiques auxquelles est souvent réduit le *tunnel effect*, il s'agit par conséquent aussi d'un véritable dispositif de coordination.

La connaissance procède également de cette tension vers l'avant. En ce sens, l'association savoirs-développements ne reflète pas une subordination fonctionnelle des premiers aux seconds mais une double expression de cette tension vitale. Cette dernière est identitaire : la projection vers l'avenir constitue un ferment unificateur plus actif que des incantations communautaires passéistes<sup>65</sup>. Le cas des diasporas intellectuelles décrit clairement ce processus d'identification à travers le lien cognitif et le développement national, projetés par et pour les expatriés du Sud envers leur pays d'origine<sup>66</sup>. Et le rôle des institutions scolaires et académiques en ce domaine a maintes fois été souligné.

Développement et connaissance sont des manifestations d'une tension vitale constitutive d'identités projectives. Leurs objets respectifs – par exemple, dans une version utilitariste, la croissance économique et l'équipement technologique – sont seconds et non premiers. Par conséquent, ils dépendent directement des choix faits par le collectif constitué. La finalisation inhérente aux objectifs fixés est subsumée dans le développement ou la connaissance et non l'inverse. Tension vitale et quête identitaire surdéterminent les deux ; aucune fin en soi, transcendante et universelle, ni dialectique impérieuse et inexorable. Cette perspective néovitaliste remet le politique au centre de la réflexion<sup>67</sup>. Le développement n'a plus à être nié : il est libéré de toute téléologie et des oripeaux de la notion de progrès, si chère à la modernité. Il est affaire de choix, celui des sociétés humaines, qui toutes se projettent dans l'avenir mais de façon variable.

64 M. Barrillon, « Faut-il refuser le progrès ? Le mythe du progrès au regard de la critique sociale », in Actes du colloque *Le concept de développement en débat*, Bordeaux, 16-17 septembre 2004, CD-Rom.

65 Cf. les approches constructivistes, sociopolitiques ou historiques en rupture avec les théories essentialistes et culturalistes de l'identité : B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1991 ; J.-F. Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

66 R. Fibbi et J.-B. Meyer, « Le lien plus que l'essence », *Diasporas, développements et mondialisations, Autrepart*, n° 22, 2002, pp. 5-21 ; J.-B. Meyer, « Savoirs, diasporas et identités projectives », *Hermès*, n° 40, 2004, pp. 350-354.

67 L'influence de la philosophie d'Henri Bergson est évidente dans cette perspective mais la notion d'élan n'est pas reprise ici pour les présupposés originaires qu'elle recèle ; sur le lien entre vitalisme et évolution humaine, voir J. Monod, *Le hasard et la nécessité*, Paris, Le Seuil, 1970.

L'un des premiers choix politiques à faire aujourd'hui porte justement sur la relation entre connaissance et développement. La subordination de la première au second, son instrumentalisation au service d'une version économiciste étroite ne laisse guère d'inquiéter. Le divorce qu'elle augure entre le savoir et la pensée nous place devant le risque, pointé par Hannah Arendt il y a plusieurs décennies, d'un asservissement aveugle aux connaissances pratiques et aux machines<sup>68</sup>. Ce risque s'est renforcé et la crainte en est diffuse mais générale. Le film *Matrix* en fait une projection allégorique on ne peut plus figurative. Dans un monde du futur proche, lugubre et stérile, les hommes sont les seuls êtres biologiques encore en vie. Stockés par milliers dans des banques organiques et le corps encapsulé par les machines, leur énergie cérébrale est captée par une connexion fixée au cortex. Leur irremplaçable puissance neuronale est directement canalisée vers la « matrice », l'entité centrale de la vie mécanique devenue hégémonique...

---

68 Voir la contribution de V. Hernandez dans ce volume.

Meyer Jean-Baptiste.

Connaissance et développement : un lien à actualiser.

In : Carton M. (dir.), Meyer Jean-Baptiste (dir.). La société des savoirs : trompe-l'oeil ou perspectives ?

Paris : L'Harmattan, 2006, p. 9-25.

(Travail et Mondialisation). ISBN 2-296-00117-3, 9782296001176